



FLASH INFO : 2^{ème} RV salarial

L'État n'est pas un employeur exemplaire

Le 17.10.2018 : rendez vous salarial avec le gouvernement : Flop, flop !!

Cette réunion n'a servi qu'à rappeler les mesures prises lors d'une réunion au même objet le 18.06.2018 (réactivation de la mise en œuvre du protocole PPCR en 2019, amélioration des conditions d'indemnisation des frais de mission, ajustement de la compensation de la hausse de la CSG, abaissement du seuil d'indemnisation des jours épargnés sur les comptes épargne temps) et les engagements pris : désocialisation des heures supplémentaires dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2019, l'amélioration dans le cadre du plan Santé des conditions d'exercice des agents publics en secteur hospitalier ou encore dispositif d'accompagnement financier des trajets domicile-travail pour celles et ceux qui privilégieront le déplacement à vélo. Tout cela pour *près d'1 milliard d'euros pour l'année 2019*.

A l'issue de cette réunion, l'UNSA Fonction Publique déplore que l'État montre peu de considération pour les agents qu'il emploie. Malgré l'enjeu, certaines organisations n'étaient pas présentes à cette réunion et d'autres n'ont pas voulu de texte commun.

Pourtant les agents publics font tous le même constat : leur pouvoir d'achat est en berne :

- l'inflation est répartie dans notre pays (2,3% sur un an),
- « l'opération CSG » n'a pas permis une hausse du pouvoir d'achat des agents publics au contraire du secteur privé,
- le jour de carence se traduit par des pertes de revenu,
- le gel de la valeur du point d'indice, décidé par le gouvernement pour 2017 et 2018, est confirmé pour 2019. Cette injustice supplémentaire contribue à la montée d'un sentiment de déclassement des métiers de la fonction publique et pose la question de leur attractivité.

L'UNSA demande depuis plusieurs mois que le gouvernement reconnaisse, enfin, l'engagement des agents publics au service de l'intérêt général par une mesure de revalorisation des traitements de tous les agents publics fonctionnaires comme contractuels qu'elle revendique.

Au lieu de cela, ce sont des pseudos mesures, certes utiles pour les quelques agents pouvant en bénéficier, qui sont décidées ou présentées mais celles-ci accentuent les inégalités.

L'UNSA Fonction Publique saisit le Premier ministre et le Président de la République afin que le pouvoir d'achat de tous les agents publics, soit réellement amélioré en 2019.

Scannez-moi !



UNSA Défense
78 et 80 rue Vaneau
75007 PARIS

- ☎ Tel : 01 42 22 37 02
- ✉ federation@unsa-defense.org
- 🌐 portail-unsa.intradef.gouv.fr
- 🌐 www.unsa-defense.org
- 📘 www.facebook.com/UNSADefense
- 📱 @UnsaDefense
- 📺 UNSA Defense diffusion

<https://je-vote-unsa-defense.info>

